

# Rapport annuel sur l'état de la France en 2015

## Déclaration du groupe des personnalités qualifiées

**M. Khalfa :** « Ce rapport sur l'état de la France est le dernier de la mandature. Les rapports sur l'état de la France concentrent les difficultés politiques que peut rencontrer notre assemblée : difficulté à construire un diagnostic partagé, difficulté à faire des propositions consensuelles qui dépassent la simple affirmation de la bonne volonté de toutes et tous, difficulté donc à déboucher sur des propositions qui puissent transformer réellement le cours des choses. À tel point que le rapport pourtant de grande qualité présenté il y a deux ans par André-Jean Guerin avait été rejeté, le groupe des entreprises s'y étant, notamment, fortement opposé.

Espérons que ce ne sera pas le cas cette fois-ci. Car ce rapport, qui se situe dans la lignée des précédents, est de bonne facture et, au nom de l'Union syndicale solidaires, je le voterai.

Il pointe les impasses des politiques économiques menées par les gouvernements successifs. Fondées sur une austérité qui perdure, elles aboutissent à la stagnation économique, et ce malgré une baisse de l'euro, du prix des matières premières et des taux d'intérêt particulièrement bas, avec une menace toujours présente de déflation. L'illusion que le salut viendrait d'un regain des exportations est en train de s'effondrer alors même que la demande issue des pays émergents et de la Chine s'essouffle. Dans cette situation, l'afflux de liquidités initié par la BCE risque fort d'aboutir à la création d'une nouvelle bulle financière. Le sort fait à la Grèce montre que les institutions et les gouvernements européens sont prêts à étrangler financièrement un pays plutôt que de mettre fin à une austérité socialement et économiquement mortifère. Le rapport pointe les fractures de la société française déchirée par les inégalités sociales et les discriminations qui s'accroissent et minée par un chômage de masse alors même que le taux de marge des entreprises progresse notablement.

Pour répondre à cette situation, le rapport propose un nouveau pacte économique et social. Sa mise en œuvre suppose de prioriser la satisfaction des besoins sociaux, la réduction des inégalités, le respect des impératifs écologiques. Les recommandations du rapport vont dans ce sens quand il préconise par exemple un partage équitable de la valeur ajoutée.

Je voudrais conclure en évoquant la prochaine mandature. Non pas la question de la présidence dont l'Union syndicale solidaires a indiqué qu'elle doit représenter un point d'équilibre entre les diverses sensibilités présentes au Conseil, mais celle de l'avenir du rapport sur l'état de la France. Nous sommes favorables à ce que ce rapport soit pris en charge par une commission *ad hoc* qui réunisse des compétences diverses et permette de dépasser le simple aspect économique et

financier, même si celui-ci doit rester fortement présent. Cette solution aurait de plus l'avantage de permettre à la section économie et finance d'approfondir ses réflexions sans être perturbée par la confection d'un rapport annuel qui plombe son activité. De plus, la réception de ce rapport et son vote devraient devenir un événement marquant de la vie du Conseil.

Mes chers collègues, ayant décidé de ne pas solliciter le renouvellement de mon mandat, ce sera donc vraisemblablement ma dernière intervention en plénière. Je vous remercie de votre attention ».